

**Arrêté du gouverneur n° 10 du 8 janvier 1946**  
***fixant la forme des enquêtes, les formes d'instruction des projets et de leur approbation, l'organisation du contrôle, de la construction, de l'exploitation, des concessions, relatives à la police et à la sécurité pour la construction, la distribution et l'exploitation de l'énergie électrique en Nouvelle-Calédonie***

Historique :

Créé par :	<i>Arrêté n° 10 du 8 janvier 1946 fixant la forme des enquêtes, les formes d'instruction des projets et de leur approbation, l'organisation du contrôle, de la construction, de l'exploitation, des concessions, relatives à la police et à la sécurité pour la construction, la distribution et l'exploitation de l'énergie électrique en Nouvelle-Calédonie</i>	<i>JONC du 4 février 1946 page 53</i>
------------	---	---

Textes d'application :

<i>Arrêté du conseil de gouvernement n° 80-428/CG du 30 septembre 1980 fixant les conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributions d'énergie électriques (voir article 18)</i>	<i>JONC du 6 octobre 1980 page 1178</i>
---	---

- Chapitre 1 - Autorisation pour les lignes établies exclusivement sur les terrains privés*  
Articles 1er - Forme et présentation de la demande et 2 - Instruction de la demande
- Chapitre 2 - Permission de voirie*  
Articles 3 - Forme et présentation de la demande à 11 - Révocation, révision et rachat
- Chapitre 3 - Concession simple conforme à un cahier des charges-type*  
Articles 12 - Forme et présentation de la demande à 44 - Acte de concession
- Chapitre 4 - Dérogation aux cahiers des charges type des concessions*  
Article 45
- Chapitre 5 - Concessions avec déclaration d'utilité publique*  
Articles 46 - Instruction à 48 - Déclaration d'utilité publique des concessions par la colonie
- Chapitre 6 - Approbation des projets d'exécution*  
Articles 49 - Obligation de l'approbation à 51 - Lignes placées sous le régime des concessions de transport
- Chapitre 7 - Servitudes*  
Articles 52 - Enquête relative aux servitudes et 53 - Modifications éventuelles et approbation des projets du détail des tracés
- Chapitre 8 - Exécution et réception des travaux - Mise en service*  
Articles 54 - Bonne exécution des ouvrages à 59 - Etablissement d'office des plans et dessins
- Chapitre 9 - Police et sécurité de l'exploitation*  
Articles 60 - Entretien et exploitation à 67 - Déclaration d'accidents
- Chapitre 10 - Relations des entreprises de distributions et de transport avec la voirie, les concessions de travaux publics et les distributions ou transports voisins*  
Articles 68 - Modifications apportées aux installations dans un intérêt de voirie à 73 - Dommages causés par les distributions ou les transports
- Chapitre 11 - Dispositions diverses*  
Articles 74 - Statistiques annuelles à 77

## *Chapitre 1 - Autorisation pour les lignes établies exclusivement sur les terrains privés*

### **Article 1<sup>er</sup> - Forme et présentation de la demande**

Toute demande en autorisation pour les ouvrages de distribution d'énergie électrique à établir exclusivement sur des terrains privés, mais à moins de dix mètres de distance horizontale d'une ligne télégraphique ou téléphonique préexistante est adressée en double expédition au gouverneur qui la transmet immédiatement au chef du service des travaux publics.

Elle est accompagnée d'un plan indiquant le tracé de la ligne et d'un état de renseignements, conforme au modèle, arrêté par l'administration des postes et télégraphes après avis du comité local d'électricité.

### **Article 2 - Instruction de la demande**

Le chef du service des travaux publics, après avoir constaté que les ouvrages projetés rentrent dans la catégorie prévue par le titre II du décret du 10 novembre 1909, transmet le dossier au chef du service des PTT ; celui-ci formule son avis sur les conditions techniques auxquelles doit satisfaire l'installation en vue d'éviter les troubles dans le fonctionnement des lignes télégraphiques ou téléphoniques préexistantes ; il indique, s'il y a lieu, les travaux à exécuter à cet effet, fait signer au demandeur les engagements nécessaires et adresse le dossier au gouverneur.

Le gouverneur en conformité de l'avis du chef du service des P.T.T. accorde l'autorisation demandée.

## *Chapitre 2 - Permission de voirie*

### **Article 3 - Forme et présentation de la demande**

Toute demande de permission de voirie est adressée au gouverneur, qui en donne récépissé et la transmet immédiatement au chef de voirie pour une distribution d'énergie électrique du service des travaux publics.

### **Article 4 - Pièces à fournir**

La demande indique le lieu où le pétitionnaire élit domicile et où lui seront valablement faites par l'administration toutes notifications utiles.

Elle est accompagnée d'un avant-projet comprenant :

- 1° Une carte ;
- 2° Un plan général et une nomenclature des voies publiques à emprunter ;
- 3° Un mémoire descriptif indiquant :

a) La durée pour laquelle la permission de voirie est demandée, dans la limite d'un maximum de trente années ;

b) la destination et l'importance de la distribution, l'emplacement et la nature des ouvrages projetés ;

4° Des dessins donnant les types des installations à établir.

Si la distribution a pour objet de fournir directement ou indirectement de l'énergie au public, le mémoire descriptif susvisé indique en outre :

a) La puissance totale à distribuer.

b) Les conditions dans lesquelles, s'il y a lieu, le permissionnaire fournira l'énergie sur le parcours de la distribution.

De plus, l'avant-projet accompagnant la demande comprend un projet de tarif maximum pour la vente de l'énergie électrique.

Le pétitionnaire fournit, sur la demande du service du contrôle, des exemplaires du dossier en nombre suffisant pour l'instruction.

#### **Article 5 - Instruction de la demande pour les lignes qui empruntent les routes classées dans le domaine de la colonie**

Lorsque la distribution doit emprunter en tout ou partie des voies classées dans le domaine public de la Colonie, le chef du service des travaux publics consulte les ingénieurs préposés à l'administration de ces voies.

Il communique le dossier au secrétaire général du gouvernement qui le fait tenir aux maires, présidents de commissions municipales ou autorités en tenant lieu, des communes ou circonscriptions intéressés. Dans le délai d'un mois, le secrétaire général renvoie au chef du service des travaux publics les pièces communiquées avec les observations formulées par les magistrats ou autorités précitées en y joignant, s'il y a lieu, les permissions de voirie délivrées pour les voies qui sont de leur compétence.

Si la demande prévoit une distribution d'éclairage, le délai imparti est de deux mois afin de permettre, le cas échéant, la consultation des conseils municipaux, ou organisme en tenant lieu. L'avis de ces organismes serait, en ce cas, joint au dossier.

Si la demande vise une ou plusieurs communes où existent déjà des concessions de distribution d'énergie, le chef du service des travaux publics invite les concessionnaires antérieurs à fournir leurs observations dans le délai de quinze jours. Faute par eux d'avoir présenté ces observations dans ce délai, ils sont réputés n'en avoir aucune à formuler.

L'instruction terminée, le chef du service des travaux publics, transmet avec son rapport, un exemplaire du dossier au gouverneur.

#### **Article 6**

S'il y a accord entre les services intéressés et si, au cas de distribution d'éclairage aucun conseil municipal ou organisme en tenant lieu n'a fait d'opposition, le gouverneur délivre les permissions qui sont de sa compétence en raison de la nature des voies publiques à emprunter et remet au demandeur, le cas échéant les permissions délivrées par les maires aux autorités locales compétentes ou les délivre lui-même en vertu des pouvoirs qu'il tient de l'article 36 du décret du 8 mars 1879 portant organisation d'institutions municipales pour la commune de Nouméa ou de tout texte analogue.

## **Article 7**

En cas de désaccord entre les services intéressés ou d'opposition d'un conseil municipal ou organisme en tenant lieu à une distribution d'éclairage ou dans le cas où il s'agit de territoires dépourvus de tout organisme délibérant. Le gouverneur statue en conseil privé après avis du conseil général.

## **Article 8**

*NB : Cet article n'existe pas dans le JONC.*

## **Article 9 - Instruction de la demande pour les lignes qui empruntent exclusivement les routes classées communales ou des voies urbaines**

Pour les distributions qui empruntent exclusivement des routes communales classées ou des voies urbaines, le chef du service des travaux publics adresse le dossier au secrétaire général avec son avis.

Le secrétaire général donne communication du dossier aux maires, aux présidents de commissions municipales ou autorités en tenant lieu, des communes ou circonscriptions intéressées et en fait retour au chef du service en y joignant, s'il y a lieu les permissions de voiries délivrées.

Si la demande vise une commune ou une circonscription où existe déjà une distribution publique concédée, le chef du service des travaux publics invite le concessionnaire antérieur à fournir ses observations dans un délai maximum de dix jours à l'expiration duquel il est passé outre.

## **Article 10 - Branchements nouveaux**

Sauf disposition contraire de la permission initiale, tout branchement nouveau doit faire l'objet d'une permission spéciale.

## **Article 11 - Révocation, révision et rachat**

Les permissions de voirie peuvent être révoquées dans l'intérêt de la voirie ou lorsque la sécurité publique l'exige, sans préjudice des mesures d'urgence en vue de faire cesser le danger.

Elles peuvent également être révoquées après mise en demeure, si le permissionnaire n'a fait aucun usage de sa permission, dans le délai d'un an, si la distribution cesse d'être affectée à la destination qui avait motivé l'autorisation ou si le permissionnaire ne se conforme pas aux obligations qui lui sont imposées par sa permission ou par les lois et règlements.

Les permissions peuvent donner lieu à révision ou à rachat après autorisation du gouverneur donnée suivant avis du conseil général.

### *Chapitre 3 - Concession simple conforme à un cahier des charges-type*

#### *Section 1 - Distributions publiques concédées par une commune ou une organisation locale ou régionale en tenant lieu*

##### **Article 12 - Forme et présentation de la demande**

Lorsque la distribution doit s'effectuer sur le territoire d'une commune de plein exercice (c'est-à-dire jouissant de la personnalité civile) la demande est adressée au maire.

Si la distribution s'effectue sur le territoire de circonscriptions n'ayant pas la personnalité civile, la demande est adressée au gouverneur.

Dans tous les cas la demande est accompagnée d'un dossier comprenant :

1° Une carte ;

2° Un mémoire descriptif indiquant la destination et l'importance de l'entreprise ; les conditions générales et les dispositions principales de la distribution ;

3° Les clauses essentielles du cahier des charges intéressant le public et notamment un projet de tarif maximum pour la vente de l'énergie électrique.

##### **Article 13 - Mise à l'enquête**

Au cas d'une commune de plein exercice, le maire après avoir pris l'avis du chef du service des travaux publics, soumet le dossier au conseil municipal qui délibère sur l'utilité et la convenance de l'entreprise.

Au cas d'un territoire constitué en circonscriptions non dotées de la personnalité civile, mais pourvu cependant d'assemblées délibérantes le gouverneur soumet le dossier accompagné de l'avis du chef du service des travaux publics, à la ou les commissions municipales ou aux organismes en tenant lieu, qui délibèrent sur l'utilité et la convenance de l'entreprise.

Dans le cas où le gouverneur, après avis du maire de la commune ou du magistrat municipal ou fonctionnaire en tenant lieu dans les circonscriptions non dotées de personnalité civile, décide de donner suite au projet, il est procédé à l'enquête dans les conditions ci-après.

##### **Article 14 - Arrêté d'enquête**

Un arrêté du gouverneur fixe la date de l'ouverture de l'enquête, indique la ou les localités ou régions où elle est ouverte et désigne un commissaire enquêteur et le lieu où le commissaire enquêteur recevra les observations.

Cet arrêté est affiché dans toutes la ou les localités qui doivent être desservies ou traversées par la distribution dont la concession est demandée. Il est justifié de cette formalité par un certificat du maire, du président de la commission municipale ou de l'autorité en tenant lieu.

### **Article 15 - Condition de l'enquête**

Le projet de la concession, ainsi que les registres destinés à recevoir les observations auxquelles peut donner lieu l'entreprise projetée, restent déposés pendant quinze jours à la mairie ou maison de commune de chaque localité traversée. Les pièces et extraits du dossier nécessaires sont fournis par le demandeur et à ses frais.

### **Article 16 - Rôle du commissaire enquêteur**

A l'expiration du délai de quinze jours ci-dessus fixé, le commissaire enquêteur examine les observations formulées au cours de l'enquête entend toute personne qu'il juge à propos de consulter et donne son avis motivé, tant sur l'utilité de l'entreprise que sur les diverses questions qui ont été posées par l'administration ou soulevées au cours de l'enquête.

Ces diverses opérations, dont il est dressé procès-verbal, doivent être terminées dans un délai de trois jours et ce procès-verbal doit être adressé, avec les registres et autres pièces de l'enquête, au gouverneur, qui transmet immédiatement le dossier au chef du service des travaux publics.

Si le commissaire enquêteur ne se conforme pas au délai ci-dessus indiqué, il est, après un nouveau délai de trois jours, passé outre.

### **Article 17 - Instruction de la demande**

Le chef du service des travaux publics, sur le vu du dossier d'enquête, entend les concessionnaires intéressés, provoque, s'il y a lieu une conférence entre les services intéressés, dont les avis doivent lui parvenir dans le délai d'un mois, puis transmet le dossier, avec ses observations ou propositions :

- au maire dans le cas d'une commune de plein exercice,
- au secrétaire général dans le cas d'un territoire possédant une assemblée délibérante mais non doté de la personnalité civile.

### **Article 18 - Acte de concession**

Si une entente s'établit d'une part entre la commune, au cas de commune de plein exercice, ou la commission municipale ou organisme en tenant lieu sinon, dans le cas contraire, et d'autre part le demandeur, et si les conditions de l'entente sont conformes à l'avis des services intéressés, l'acte de concession est passé :

- s'il s'agit d'une commune de plein exercice : par le maire, en exécution d'une délibération du conseil municipal, sous réserve d'approbation par le gouverneur ;

- s'il s'agit d'une circonscription non dotée de la personnalité civile : par le gouverneur après délibération, le cas échéant, des commissions municipales ou organismes en tenant lieu.

S'il y a désaccord entre les services intéressés ou si une entente s'établi entre la commune ou organisme municipal et le demandeur, contrairement à l'avis des dits services, la décision est prise par le gouverneur après avis du conseil général ; le comité local d'électricité entendu.

## *Section 2 - Distributions publiques concédées par la colonie*

### **Article 19 - Forme et présentation de la demande**

La demande est adressée au gouverneur. Elle est accompagnée d'un dossier comprenant :

1° Une carte ;

2° Un mémoire descriptif indiquant la destination et l'importance de l'entreprise, les conditions générales et les dispositions principales de la distribution ;

3° Les clauses essentielles du cahier des charges intéressant le public, notamment un projet de tarif maximum pour la vente de l'énergie électrique.

### **Article 20 - Mise à l'enquête**

Le gouverneur statue sur la mise à l'enquête après avis sommaire du chef du service des travaux publics, quand l'enquête a été décidée, il est procédé dans les conditions ci-après.

### **Article 21 - Arrêté d'enquête**

Un arrêté du gouverneur mentionne l'objet de la demande, fixe la date de l'ouverture de l'enquête, indique les localités où elle est ouverte, invite les conseils municipaux ou organisme en tenant lieu là où il en existe, à délibérer sur l'utilité et la convenance de l'entreprise et désigne un commissaire enquêteur et le lieu où le commissaire enquêteur recevra les observations.

Cet arrêté est affiché dans toutes les localités qui doivent être desservies ou traversées par la distribution dont la concession est demandée. Il est justifié de cette formalité par un certificat du maire, du président de la commission municipale ou du chef de brigade de gendarmerie dans les localités dépourvues d'institutions municipales.

### **Article 22 - Conditions de l'enquête**

Le projet de la concession, ainsi que les registres destinés à recevoir les observations auxquelles peut donner lieu l'entreprise projetée, reste déposé pendant 8 jours à la mairie ou maison de commune ou, à défaut gendarmerie de chaque localité desservie ou traversée. Les pièces et extraits de dossiers nécessaires sont fournis par le demandeur et à ses frais.

### **Article 23 - Rôle du commissaire enquêteur**

A l'expiration du délai de 8 jours ci-dessus fixé le commissaire enquêteur examine les observations formulées au cours de l'enquête, entend toute personne qu'il juge à propos de consulter et donne son avis motivé, tant sur l'utilité de l'entreprise que sur les diverses questions qui ont été posées par l'administration ou soulevées à l'enquête.

Ces diverses opérations dont il est dressé procès-verbal doivent être terminées dans un délai de trois jours et le procès-verbal doit être adressé avec les registres et autres pièces de l'enquête au gouverneur qui transmet immédiatement le dossier au chef du service des travaux publics. Si le commissaire enquêteur ne se conforme pas au délai ci-dessus indiqué, il est, après un nouveau délai de trois jours, passé outre.

#### **Article 24 - Avis des conseils municipaux**

Les procès-verbaux des délibérations des conseils municipaux ou organismes en tenant lieu pris en exécution de l'arrêté d'enquête, doivent être adressés au chef du service des travaux publics dans le délai d'un mois à dater de la communication du dossier ; faute de quoi il est passé outre. Les procès-verbaux reçus par le chef du service des travaux publics sont joints au dossier d'enquête.

#### **Article 25 - Instruction de la demande**

Le chef du service des travaux publics, sur le vu du dossier d'enquête, entend les concessionnaires antérieurs, provoque, s'il y a lieu, une conférence entre les services intéressés, invite le demandeur à faire connaître ses propositions dans le cas où des objections auraient été formulées au cours de l'instruction et transmet le dossier au gouverneur avec son rapport, accompagné des projets de convention et des cahiers des charges.

#### **Article 26 - Acte de concession**

S'il y a accord entre les divers services intéressés le gouverneur signe l'acte de concession au nom de la colonie.

S'il y a désaccord, et dans tous les cas si la concession s'étend sur des régions dépourvues d'institutions municipales ou traverse de telles régions, le gouverneur statue après avis du conseil général, le comité local d'électricité entendu.

### *Section 3 - Distribution aux services publics*

#### **Article 27**

La demande est adressée au gouverneur. Elle est accompagnée d'un dossier comprenant :

- 1° Une carte ;
- 2° Un mémoire descriptif indiquant la destination et l'importance de l'entreprise, les conditions générales et les dispositions principales de la distribution ;
- 3° Les clauses essentielles du cahier des charges intéressant le public, notamment un projet de tarif maximum pour la vente de l'énergie électrique.



### **Article 28 - Mise à l'enquête**

Le gouverneur statue sur la mise à l'enquête après avis sommaire du chef du service des travaux publics.

### **Article 29 - Arrêté d'enquête**

Un arrêté du gouverneur fixe la date de l'ouverture de l'enquête, indique les localités où elle est ouverte, nomme les membres de la commission d'enquête, en désigne le président et fixe le lieu et la date de la première réunion.

Cet arrêté énonce l'objet de la demande de concession et invite le conseil municipal ou les commissions municipales, ou organismes en tenant lieu, des communes et centres intéressés à faire connaître leur avis s'ils le jugent utile ; il est affiché dans toutes ces communes ou centres intéressés. Il est justifié de cette formalité par un certificat du maire, du président de la commission municipale ou de l'autorité en tenant lieu.

### **Article 30 - Composition de la commission d'enquête**

Chaque commission d'enquête se compose de trois membres au moins et de sept au plus. Pour une affaire de moindre importance le gouverneur peut désigner, au lieu de la commission d'enquête, un commissaire enquêteur chargé de procéder à l'enquête dans les mêmes formes que la commission.

### **Article 31 - Conditions de l'enquête**

Le projet de la concession ainsi que les registres destinés à recevoir les observations auxquelles peut donner lieu l'entreprise projetée restent déposés pendant quinze jours soit dans les bureaux du gouverneur, soit à tout autre endroit que l'arrêté du gouverneur prévu à l'article 29 spécifierait.

Les pièces et extraits de dossiers nécessaires sont fournis par le demandeur et à ses frais.

### **Article 32 - Rôle de la commission d'enquête**

La commission d'enquête examine les observations formulées au cours de l'enquête, entend toute personne qu'elle juge à propos de consulter et donne son avis motivé, tant sur l'utilité de l'entreprise que sur les diverses questions qui ont été posées par l'administration ou soulevées pendant l'enquête.

Ces diverses opérations dont il est dressé procès-verbal, doivent être terminées dans un délai de huit jours. Exceptionnellement, si la commission d'enquête estime nécessaire un complément d'instruction, un nouveau délai de huit jours est ajouté au précédent.

Aussitôt que le procès-verbal de la commission d'enquête est clos et, au plus tard, à l'expiration des délais ci-dessus fixés, le président de la commission adresse le procès-verbal, avec les registres et les autres pièces de l'enquête, au gouverneur qui transmet immédiatement le dossier au chef du service des travaux publics.

Faute par la commission d'enquête de faire connaître son avis dans les délais ci-dessus impartis, il est passé outre.

### **Article 33 - Avis des conseils municipaux**

Les procès-verbaux des délibérations des conseils municipaux ou organismes en tenant lieu pris en exécution de l'arrêté d'enquête, doivent être adressés au chef du service des travaux publics dans le délai d'un mois à dater de la communication du dossier ; faute de quoi il est passé outre. Les délibérations reçues par le chef du service des travaux publics sont joints au dossier d'enquête.

### **Article 34 - Instruction de la demande**

Le chef du service des travaux publics, sur le vu du dossier d'enquête, entend les concessionnaires antérieurs, provoque, s'il y a lieu, une conférence entre les services intéressés, invite le demandeur à faire connaître ses propositions dans le cas où des objections auraient été formulées au cours de l'instruction et transmet le dossier au gouverneur avec son rapport, accompagné des projets de convention et de cahier des charges.

### **Article 35 - Acte de concession**

S'il y a accord entre les divers services intéressés le gouverneur signe l'acte de concession au nom de la Colonie.

S'il y a désaccord entre les services intéressés le gouverneur statue après avis du conseil général ; le comité local d'électricité entendu.

## *Section 4 - Transports d'énergie concédés à la colonie*

### **Article 36 - Forme et présentation de la demande**

Les concessions de transport ont pour objet l'établissement et l'exploitation d'une ligne ou d'un réseau de lignes reliant des usines productrices entre elles ou avec des postes de transformation ou de sectionnement ou encore reliant des postes entre eux. Elles peuvent comprendre éventuellement la transformation de l'énergie, mais ne comportent pas la vente de cette énergie.

La demande d'une concession pour le transport de l'énergie est adressée au gouverneur. Elle est accompagnée d'un dossier comprenant :

1° Une carte ;

2° Un mémoire descriptif indiquant la destination et l'importance de l'entreprise, les conditions générales et les dispositions principales du transport, les types d'ouvrages courants, les postes faisant partie de la concession demandée ;

3° Les clauses essentielles du cahier des charges intéressant le public, notamment un projet de tarif maximum de péage pour le transport de l'énergie électrique et s'il y a lieu pour sa transformation.

### **Article 37 - Mise à l'enquête**

Si le gouverneur décide de donner suite à la demande, il ordonne la mise à l'enquête et désigne le chef du service des travaux publics pour centraliser l'instruction administrative de l'affaire et effectuer la vérification technique des projets.

Il est procédé à l'enquête dans des conditions déterminées ci-après.

### **Article 38 - Arrêté d'enquête**

Un arrêté du gouverneur fixe la date de l'ouverture de l'enquête, indique les localités où elle est ouverte, nomme le président et les membres de la commission d'enquête, et désigne le lieu et la date de la première réunion.

Cet arrêté énonce l'objet du projet et invite les conseils municipaux, les commissions municipales, ou organismes en tenant lieu, des communes et circonscriptions intéressées à faire connaître leur avis s'ils le jugent utile ; il est affiché dans toutes ces communes ou circonscriptions susceptibles d'être traversée par le transport dont la concession est demandée. Il est justifié de cette formalité par un certificat du maire, du président de la commission municipale ou de l'autorité en tenant lieu.

### **Article 39 - Composition de la commission l'enquête**

Chaque commission d'enquête se compose de trois membres au moins et de sept au plus.

### **Article 40 - Conditions de l'enquête**

Le projet de la concession et les registres destinés à recevoir les observations auxquelles peut donner lieu l'entreprise projetée restent déposés pendant quinze jours soit dans les bureaux du gouvernement, soit en tout autre lieu spécifié par l'arrêté du gouverneur prévu à l'article 38.

Ces pièces et extraits de dossiers nécessaires sont fournis par le demandeur et à ses frais.

### **Article 41 - Rôle du commissaire enquêteur**

La commission d'enquête examine les observations formulées au cours de l'enquête, entend toute personne qu'elle juge à propos de consulter et donne son avis motivé, tant sur l'utilité de l'entreprise que sur les diverses questions qui ont été posées par l'administration et soulevées pendant l'enquête.

Ces diverses opérations dont il est dressé procès-verbal, doivent être terminées dans un délai de huit jours. Exceptionnellement, si la commission d'enquête estime nécessaire un complément d'instruction, un nouveau délai de huit jours est ajouté au précédent.

Aussitôt que le procès-verbal de la commission d'enquête est clos et, au plus tard, à l'expiration des délais ci-dessus fixés, le président de la commission adresse ce procès-verbal, avec les registres et les autres pièces de l'enquête, au gouverneur qui transmet immédiatement le dossier au chef du service des travaux publics.

Faute par la commission d'enquête d'avoir fait connaître son avis dans les délais ci-dessus impartis, il est passé outre.

#### **Article 42 - Avis des conseils municipaux**

Les procès-verbaux des délibérations des conseils municipaux ou organismes en tenant lieu pris en exécution de l'arrêté d'enquête, doivent être adressés au chef du service des travaux publics dans le délai d'un mois à dater de la communication du dossier ; faute de quoi il est passé outre. Les procès-verbaux reçus par le chef du service des travaux publics sont joints au dossier d'enquête.

#### **Article 43 - Instruction de la demande**

Le chef du service des travaux publics sur le vu du dossier de l'enquête, entend les concessionnaires antérieurs de distribution ou de transport d'énergie électrique qui le demandent, provoque une conférence entre les services intéressés, dont les avis doivent lui parvenir dans le délai d'un mois, sur le tracé général et les dispositions d'ensemble du projet, invite le demandeur à faire connaître ses observations et propositions dans le cas où des objections auraient été formulées, soit au cours de l'enquête, soit pendant l'instruction, et transmet le dossier au gouverneur, avec son rapport, accompagné des projets de convention et de cahier des charges.

#### **Article 44 - Acte de concession**

Le gouverneur après avoir consulté le comité d'électricité et le conseil général s'il y a désaccord entre les services renvoie le dossier avec sa décision au demandeur, et signe s'il y a lieu, l'acte de concession.

### *Chapitre 4 - Dérogation aux cahiers des charges type des concessions*

#### **Article 45**

Dans tous les cas où le cahier des charges de la concession n'est pas conforme à l'un des cahiers des charges-type arrêtés en exécution de l'article 6 du décret du 10 novembre 1909, le dossier de la concession, après l'instruction prévue aux chapitres ci-dessus, est transmis au gouverneur avec les avis des chefs des services intéressés. Il est approuvé par le gouverneur après avis du conseil général, le comité local d'électricité entendu.

### *Chapitre 5 - Concessions avec déclaration d'utilité publique*

#### **Article 46 - Instruction**

Les demandes de concession avec déclaration d'utilité publique sont présentées, instruites et soumises à l'enquête, et l'acte de concession est passé comme dans le cas des concessions simples.

### **Article 47 - Déclaration d'utilité publique des concessions par une commune ou un syndicat de communes**

Lorsque le cahier des charges d'une demande de concession par une commune ou un syndicat de communes est conforme au cahier des charges-type, qu'aucune déclaration contraire au projet n'a été produite à l'enquête et que l'avis du commissaire enquêteur est favorable, la déclaration d'utilité publique est prononcée et la concession est approuvée par arrêté motivé du gouverneur.

Lorsque les conditions ci-dessus ne sont pas toutes remplies le gouverneur statue après avis du conseil général.

### **Article 48 - Déclaration d'utilité publique des concessions par la colonie**

Le dossier d'une demande de concession par la colonie avec déclaration d'utilité publique est adressé au gouverneur qui par arrêté pris en conseil privé déclare l'utilité publique après avis des services intéressés.

## *Chapitre 6 - Approbation des projets d'exécution*

### **Article 49 - Obligation de l'approbation**

Aucune installation de distribution ou de transport ne peut être exécutée sur la voie publique sans que le projet d'exécution en ait été préalablement approuvé.

Toutefois, les travaux qui se bornent à la création d'un branchement peuvent être exécutés par le concessionnaire, sans approbation préalable au projet d'exécution, à charge par celui-ci de prévenir huit jours à l'avance le service du contrôle et les autres services intéressés et sous la condition expresse qu'aucune opposition ne soit formulée dans le délai ci-dessus fixé.

Pareille faculté peut être, sous les mêmes conditions, ouverte pour les permissions de voirie, en ce qui concerne les branchements particuliers.

S'il y a opposition motivée, le projet de l'ouvrage doit être instruit dans les mêmes formes prévues ci-dessous.

### **Article 50 - Lignes placées sous le régime des permissions de voirie ou des concessions de distributions**

Les projets sont adressés au chef du service des travaux publics en cinq exemplaires au moins et en plus grand nombre si le chef du service des travaux publics la requiert pour accélérer l'instruction.

Le chef du service des travaux publics transmet les exemplaires du dossier aux divers services intéressés en vue des conférences prévues à l'article 14 du décret du 10 novembre 1909.

Dans le cas de distributions dont le contrôle est de la compétence de la commune de Nouméa le service du contrôle organisé par la municipalité et son service de voirie sont appelés à participer aux conférences et à présenter leurs propositions.

Le chef du service des travaux publics notifie les propositions des services intéressés à l'entrepreneur de la distribution et provoque ses observations sur les objections et conditions formulées au cours de l'instruction.

S'il y a accord entre les services intéressés et si l'entrepreneur de la distribution a pris par écrit les engagements auxquels serait subordonnée l'exécution des travaux le chef du service des travaux publics autorise cette exécution.

S'il n'y a pas accord entre les services intéressés et le demandeur, le chef du service des travaux publics adresse le dossier au gouverneur qui le soumet au comité d'électricité et statue après avis en conseil général.

#### **Article 51 - Lignes placées sous le régime des concessions de transport**

Les projets sont adressés au chef du service des travaux publics en un nombre d'exemplaires fixé par cet ingénieur.

Cet ingénieur transmet des exemplaires du dossier aux divers services intéressés en vue des conférences sur les projets d'exécution. Il leur fait connaître si les dispositions projetées sont conformes aux arrêtés réglementaires, et dans le cas de la négative, quelles sont les dérogations demandées par le concessionnaire ; il provoque les observations de ce dernier sur les objections formulées au cours de l'instruction.

S'il y a accord entre les services intéressés et si le concessionnaire a pris par écrit les engagements auxquels serait subordonnée l'exécution des travaux le chef du service des travaux publics approuve les projets et autorise cette exécution.

S'il n'y a pas accord entre les services intéressés et le concessionnaire, cet ingénieur adresse le dossier au gouverneur qui soumet au comité d'électricité et statue après avis en conseil général.

### *Chapitre 7 - Servitudes*

#### **Article 52 - Enquête relative aux servitudes**

L'enquête pour l'établissement des servitudes d'appui, de passage ou d'ébranchage prévue à l'article 12 du décret du 10 novembre 1909 a lieu sur un plan parcellaire indiquant toutes les propriétés atteintes par les servitudes, avec les renseignements nécessaires pour faire connaître la nature et l'étendue des sujétions en résultant.

Le plan des propriétés frappées de servitudes, mentionnant les noms des propriétaires, tels qu'ils sont inscrits sur les matrices des rôles, reste déposé, pendant huit jours à la mairie ou maison de commune, et à défaut, à la résidence ou à la gendarmerie de la localité où sont situées les propriétés. Avertissement de l'ouverture de l'enquête est donné collectivement aux intéressés par voie d'affichage à la mairie, maison commune, résidence ou gendarmerie. Notification directe des travaux projetés est, en outre, donnée par le maire, le président de la commission municipale, le résident ou le chef de brigade de gendarmerie, selon le cas, aux intéressés. Le maire et les autres magistrats municipaux ou autorités désignés comme ci-dessus certifient les notifications et affiches ; ils mentionnent sur un procès-verbal qu'ils ouvrent à cet effet, les réclamations et déclarations qui leur ont été faites verbalement et y annexe celles qui leur sont adressées par écrit.

A l'expiration du délai de huitaine, un commissaire enquêteur nommé par le gouverneur reçoit les observations et appelle, s'il le juge convenable, les propriétaires intéressés. Le commissaire signe le procès-verbal d'enquête, y joint son avis motivé et remet immédiatement le dossier au maire, président de commission municipale ou autorités en tenant lieu qui le transmet sans délai au chef du service des travaux publics.

Si l'exécution des travaux projetés comporte des expropriations, il est procédé à l'enquête pour l'établissement des servitudes en même temps qu'à l'enquête prévue à cet effet.

### **Article 53 - Modifications éventuelles et approbation des projets du détail des tracés**

Le chef du service des travaux publics communique au concessionnaire le dossier de l'enquête.

Le concessionnaire peut, s'il le juge utile, modifier le projet, en vue de tenir compte des observations faites à l'enquête.

Si les modifications ainsi apportées au projet frappent de servitudes des propriétés nouvelles ou aggravent des servitudes antérieurement prévues, notification directe en est donnée par le maire, le président de la commission municipale, le résident ou le chef de brigade de gendarmerie, selon le cas, aux intéressés, qui ont un délai de quinze jours pour prendre connaissance à la mairie, maison commune, résidence ou gendarmerie, du plan rectifié et présenter leurs observations.

Le projet modifié ou non par le concessionnaire est adressé par le chef du service des travaux publics au gouverneur qui approuve, s'il y a lieu, les projets de détail de tracé et notifie son approbation au concessionnaire.

## *Chapitre 8 - Exécution et réception des travaux - Mise en service*

### **Article 54 - Bonne exécution des ouvrages**

Tous les ouvrages de la distribution ou du transport sont exécutés en matériaux de bonne qualité mis en oeuvre suivant les règles de l'art.

Les dispositions techniques adoptées pour les ouvrages ainsi que les conditions de leur exécution doivent satisfaire aux prescriptions des arrêtés pris par le gouverneur, en exécution de l'article 19 du décret du 10 novembre 1909.

En cas de désaccord entre le permissionnaire ou le concessionnaire et les services intéressés sur l'application de ces arrêtés à des ouvrages antérieurement exécutés, il est statué par le gouverneur après avis du conseil général.

### **Article 55 - Avis à donner avant le commencement des travaux**

Avant de commencer les travaux d'une distribution ou d'un transport, le permissionnaire ou concessionnaire doit en donner avis, quatre jours au moins à l'avance, au chef du service du contrôle.

Il doit en outre, avant l'ouverture de tout chantier sur la voie publique, en aviser dans le même délai :

- 1° Les services de voirie intéressés ;
- 2° Le service des postes et télégraphes, si les lignes télégraphiques et téléphoniques sont intéressés ;
- 3° Les propriétaires de toutes canalisations touchées par les travaux.

Le permissionnaire ou concessionnaire est dispensé de se conformer au délai de quatre jours ci-dessus indiqué pour l'ouverture des chantiers sur la voie publique, en cas d'accident exigeant une réparation immédiate. Dans ce cas, il peut exécuter sans délai tous travaux nécessaires, à charge d'en aviser en même temps les services intéressés et de justifier l'urgence dans un délai maximum de vingt-quatre heures.

### **Article 56 - Réception des travaux et mise en exploitation**

Avant la mise en service des ouvrages terminés, il est procédé à leur réception. Le chef du service des travaux publics fixe la date des essais et convoque les représentant des services intéressés.

Si les essais sont satisfaisant tant au point de vue du fonctionnement des installations de distribution ou de transport elles-mêmes qu'à celui de la sécurité et du maintien de la circulation publique et des communications télégraphiques ou téléphoniques, la réception des ouvrages est prononcée.

Sur le vu du procès verbal de réception, le gouverneur ou le chef du service des travaux publics délivre l'autorisation de circulation de courant prévue par l'article 15 du décret du 10 novembre 1909.

Les branchements établis conformément aux dispositions des 2ème et 3ème alinéas de l'article 49 ci-dessus peuvent être mis en service sans essai de réception.

### **Article 57 - Dessins des ouvrages**

Dans le délai de six mois après la mise en service de chaque distribution ou transport, le permissionnaire ou concessionnaire est tenu d'en remettre le plan au chef du service des travaux publics. Au plan doivent être joints les dessins complets des ouvrages principaux, en plan, coupe et élévation dressés à l'échelle prescrite par l'administration, et donnant tous les détails et renseignements utiles.

Des coupes détaillées à l'échelle prescrite devront faire connaître les dispositions adoptées dans les traversées de chaussées et sur tous les points sur lesquels la production de ces documents a été requise par le chef du service des travaux publics.

Le nombre d'expéditions de plans et dessins à fournir est fixé par cet ingénieur, les extraits concernant les installations qui les intéressent sont remis, dans tous les cas, au chef du service des postes et télégraphes

### **Article 58 - Révision annuelle des plans et dessins**

Une fois par an au moins, les plans et dessins des distributions et des transports sont révisés et mis à jour par le permissionnaire ou concessionnaire.

### **Article 59 - Etablissement d'office des plans et dessins**

Faute par le permissionnaire ou concessionnaire de fournir les plans et dessins ou de les tenir à jour, il y est pourvu d'office et à ses frais, par les soins du chef du service des travaux publics.

Il y est procédé de la même façon, et les dessins fournis sont reconnus inexacts ou incomplets.



## *Chapitre 9 - Police et sécurité de l'exploitation*

### **Article 60 - Entretien et exploitation**

Les ouvrages destinés à assurer la distribution ou le transport de l'énergie électrique et toutes les installations qui en dépendent doivent être constamment entretenus en bon état.

Les concessionnaires ou sous-concessionnaires sont tenus de prendre toutes les mesures nécessaires pour que l'exécution des travaux et l'exploitation de la distribution ou du transport n'apportent aucune gêne ni trouble aux services publics.

### **Article 61 - Télécommunication**

Les entrepreneurs de distribution ou de transport sont tenus d'établir et d'entretenir à leurs frais et en se conformant aux dispositions de l'article 25 de la loi du 30 juillet 1913, les lignes télégraphiques ou téléphoniques ou de signaux et les installations radioélectriques reconnues nécessaires par le service du contrôle pour assurer la sécurité de l'exploitation.

Les projets des installations établies en vertu du présent article sont soumis à l'approbation du chef de service des postes et télégraphes qui prescrit toutes les dispositions nécessaires pour empêcher qu'aucune atteinte ne soit portée au monopole de la Colonie. En cas de désaccord ou faute de décision intervenue dans le délai de deux mois, il est statué par le gouverneur après avis du conseil général, le comité local d'électricité entendu.

### **Article 62 - Réquisitions prévues par l'article 17 du décret du 10 novembre 1909**

En cas de troubles apportés aux services publics, les réquisitions visées à l'article 17 du décret du 10 novembre 1909 sont adressées, sous forme de lettres recommandées au chef du service des travaux publics par le chef du service des postes et des télégraphes ou par les représentants des autres services intéressés.

Elles spécifient notamment :

- 1° La nature des perturbations qu'il s'agit de faire cesser ou de prévenir ;
- 2° Les conditions dans lesquelles les perturbations ont été constatées, avec indication spéciale des procès-verbaux qui auraient été dressés ou de tout autre acte législatif ;
- 3° Les mesures qu'il paraît nécessaire de prévoir dans l'intérêt de la sécurité publique ou de la sûreté et de la régularité des communications télégraphiques ou téléphoniques ;
- 4° S'il y a lieu, l'injonction à adresser au concessionnaire ou sous-concessionnaire d'avoir à couper le courant par application de l'article 63 du présent règlement.

### **Article 63 - Interruption du courant sur réquisition**

Le concessionnaire ou sous-concessionnaire est tenu de couper le courant sur l'injonction du chef du service des travaux publics lorsque le mauvais fonctionnement de la distribution ou du transport est de nature à compromettre la sécurité publique, ou lorsque la coupure est nécessaire pour permettre aux services publics

d'effectuer, dans l'intérêt de la sécurité, la visite, la réparation ou la modification de quelque ouvrage dépendant de ces services.

En cas d'accident de personne ou de danger grave, des agents du contrôle assistant le chef du service des travaux publics et les fonctionnaires autorisés par l'article 17 du décret du 10 novembre 1909 à adresser les réquisitions au service du contrôle peuvent enjoindre, par les voies les plus rapides, au permissionnaire ou concessionnaire de couper le courant. Avis de l'injonction est, dans tous les cas, donné immédiatement au chef du service des travaux publics qui prend d'urgence les mesures nécessaires pour sauvegarder la sécurité peut requérir à cet effet le concours des autorités locales.

#### **Article 64 - Postes de secours en cas d'accident**

Aux endroits désignés par le gouverneur, le permissionnaire ou concessionnaire entretient les médicaments et moyens de secours nécessaires en cas d'accident et affiche les instructions relatives aux mesures à prendre dans ce cas, conformément aux prescriptions réglementaires édictées à ce sujet.

#### **Article 65 - Protection des distributions et transports**

Il est défendu à toute personne étrangère au service des distributions ou transports d'énergie et aux services publics intéressés :

1° De déranger, altérer, modifier ou manœuvrer sous quelque prétexte que ce soit les appareils et ouvrages qui dépendent de la distribution ou du transport ;

2° De ne rien placer sur les supports, conducteurs et tous organes de la distribution ou transport, de les toucher ou de rien lancer qui puisse les atteindre ;

3° De pénétrer sans y être autorisé régulièrement dans les immeubles dépendant de la distribution ou transport et d'y introduire ou d'y laisser introduire des animaux.

#### **Article 66 - Vérifications et instruments de mesure**

Le permissionnaire ou concessionnaire est tenu toutes les fois qu'il en est requis d'effectuer devant les agents du contrôle, toutes les mesures nécessaires à la vérification des conditions électriques de la distribution ou du transport ou de mettre à la disposition de ces agents les instruments de mesure nécessaires pour leur permettre d'effectuer eux-mêmes les vérifications qu'ils jugeraient utiles dans l'intérêt de la police et de la sécurité de l'exploitation.

Dans le cas où des troubles seraient constatés sur des lignes télégraphiques ou téléphoniques, les agents du service des postes et télégraphes peuvent exiger que les vérifications soient faites par eux-mêmes ou en leur présence.

#### **Article 67 - Déclaration d'accidents**

Toutes les fois qu'il arrive un accident entraînant mort d'homme ou blessure grave, le permissionnaire ou concessionnaire en fait immédiatement déclaration, par la voie la plus rapide à l'agent local du contrôle technique ; cette déclaration est faite soit verbalement, par exprès, soit par dépêche télégraphique ou

téléphonique et confirmée par lettre. Avis en est envoyé par la voie la plus rapide au chef du service des travaux publics et au procureur de République.

*Chapitre 10 - Relations des entreprises de distributions et de transport avec la voirie, les concessions de travaux publics et les distributions ou transports voisins*

**Article 68 - Modifications apportées aux installations dans un intérêt de voirie**

Le permissionnaire ou concessionnaire doit, toutes les fois qu'il en est requis par l'autorité compétente pour un motif de sécurité publique ou dans l'intérêt de la voirie, opérer, à ses frais le déplacement des parties de canalisations qui lui sont désignées. Il ne résulte pour lui, de ce fait, aucun droit à indemnité.

Si des modifications sont faites par les riverains aux entrées et accès des immeubles et propriétés en bordure des routes et chemins empruntés, le permissionnaire ou concessionnaire est tenu d'apporter à ses installations les modifications requises par l'administration.

**Article 69 - Traversées de concessions préexistantes**

Lorsqu'une ligne de distribution ou transport d'énergie électrique traverse les ouvrages d'une concession préexistante (chemins de fer, distribution ou transport d'énergie, etc..), les mesures nécessaires sont prises pour qu'aucune des deux entreprises n'entrave le bon fonctionnement de l'autre.

Les travaux de modification de toute nature seraient à faire dans la concession préexistante et tous dommages résultant de la traversée sont à la charge du permissionnaire ou concessionnaire de la distribution nouvelle ou du transport nouveau.

En cas d'accord entre les divers services intéressés, les mesures à prendre sont fixées par arrêté du gouverneur, en cas de désaccord elles le sont par décision du gouverneur après avis du conseil général, le comité local d'électricité entendu.

**Article 70 - Emprunts et supports préexistants**

Tout permissionnaire ou concessionnaire est tenu si l'administration le requiert, de laisser utiliser ses poteaux par d'autres titulaires de permissions ou concessions empruntant la même voie, mais sans qu'il puisse en résulter pour lui aucune gêne dans son exploitation, ni aucune augmentation de charges.

Le nouvel occupant verse à titre de droit d'usage au premier occupant une indemnité proportionnée aux avantages que lui procure la communauté.

En cas de désaccord sur le principe ou sur les conditions techniques de la communauté, il sera statué par le gouverneur après avis du comité local d'électricité.

**Article 71 - Modifications nécessitées par des travaux publics**

Dans le cas où la Colonie ou les communes ordonnent ou concèdent, soit la construction de routes coloniales, de routes communales, de voies ferrées, de canaux, soit l'installation de communications télégraphiques ou téléphoniques ou de distributions ou transports d'énergie, et, d'une manière générale,

l'exécution de travaux publics qui obligent à modifier une ligne de distribution ou de transport, le permissionnaire ou concessionnaire ne peut s'opposer à ces travaux.

Le permissionnaire ou concessionnaire doit apporter à ces propres installations toutes les modifications prescrites par le gouverneur.

Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que les modifications ainsi imposées par l'administration n'apportent aucun obstacle au service de la distribution ou du transport d'énergie préexistant.

### **Article 72 - Dommages causés aux ouvrages de distribution ou de transport**

Aucun recours ne peut être exercé contre la Colonie ou les communes par le permissionnaire ou concessionnaire d'une distribution ou d'un transport ;

- Soit en raison de dommages que le roulage ordinaire pourrait occasionner aux ouvrages de la distribution ou du transport placés sur ou sous le sol des voies publiques ;

- Soit en raison de l'état de la chaussée, des accotements, des trottoirs ou des ouvrages et des conséquences de toute nature qui pourraient en résulter ;

- Soit en raison des travaux exécutés sur la voie publique dans l'intérêt de la sécurité publique ou de la voirie;

- Soit en raison des travaux exécutés pour l'entretien des lignes télégraphiques ou téléphoniques.

Le permissionnaire au concessionnaire conserve son droit de recours contre les tiers.

### **Article 73 - Dommages causés par les distributions ou les transports**

Les indemnités pour dommages résultant de l'établissement ou de l'exploitation d'une distribution ou d'un transport sont entièrement à la charge du permissionnaire ou concessionnaire qui reste responsable de toutes les conséquences dommageables de son entreprise, tant envers la Colonie et les communes, qu'envers les tiers.

## *Chapitre 11 - Dispositions diverses*

### **Article 74 - Statistiques annuelles**

Tout permissionnaire ou concessionnaire doit adresser au chef du service des travaux publics chaque année, le 15 avril au plus tard, des états statistiques conformes aux modèles qui seront arrêtés par le gouverneur après avis du comité local d'électricité et comprenant les renseignements techniques relatifs à l'année entière, du 1er janvier au 31 décembre. Ces renseignements peuvent être publiés en tout ou en partie.

### **Article 75 - Conférences entre les services intéressés**

Les conférences prévues à l'article 14 du décret du 10 novembre 1909 ont lieu à un seul degré. Elles sont ouvertes par le chef du service des travaux publics qui établit un exposé de l'objet de la conférence et adresse

un exemplaire du dossier au chef de chaque service intéressé. Il provoque en même temps les observations de toute personne dont il juge l'intervention utile pour l'instruction de l'affaire.

Les chefs de services intéressés, après examen, renvoient le dossier au chef du service des travaux publics et formulent leur avis ou observations en ce qui concerne leur service respectif.

Sur le vu de ces avis et observations le chef du service des travaux publics formule ses conclusions et clôt le procès-verbal de la conférence.

Le chef du service des travaux publics provoque une conférence effective entre les chefs de service ou leurs délégués. Le procès-verbal relatant les avis de tous les services intéressés est adressé sans délai au gouverneur qui statue après avis du conseil général, le comité local d'électricité entendu.

### **Article 76 - Dispositions transitoires**

Pour toutes les concessions en vue desquelles une instruction est actuellement ouverte, les enquêtes et autres formalités régulièrement accomplies conformément aux règles antérieurement en vigueur seront considérées comme valables. En cas de contestation, il sera statué par le gouverneur après avis du conseil général.

### **Article 77**

Le présent arrêté sera enregistré et publié au Journal Officiel de la Colonie.